

(12)

DEMANDE DE BREVET EUROPEEN

(43) Date de publication:

02.01.2004 Bulletin 2004/01

(51) Int Cl.7:

G08B 25/08, G08B 25/00

(21) Numéro de dépôt: 03291243.8

(22) Date de dépôt: 23.05.2003

(84) Etats contractants désignés:

AT BE BG CH CY CZ DE DK EE ES FI FR GB GR HU IE IT LI LU MC NL PT RO SE SI SK TR

Etats d'extension désignés:

AL LT LV MK

(71) Demandeur: Lonzi, Philippe

30900 Nimes (FR)

(72) Inventeur: Lonzi, Philippe

30900 Nimes (FR)

(30) Priorité: 23.05.2002 FR 0206312

(54) Procédé et système de télésurveillance partagée

(57) L'invention concerne un procédé de télésurveillance partagée d'un réseau de locaux divers répartis sur un territoire national donné au moyen de terminaux d'alarme (TA) disposés dans lesdits locaux, de postes régionaux intermédiaires (PCR) regroupant les terminaux (TA) appartenant à une région donnée et d'un poste central national de télésurveillance (PCN).

Le procédé, selon l'invention, se caractérise en ce qu'il consiste :

a) à utiliser des postes régionaux intermédiaires (PCR), autonomes, ne nécessitant pas de person-

nel affecté à la surveillance, adaptés pour recevoir et décoder les messages protocolaires en provenance des transmetteurs (TD), saisir et enregistrer les consignes d'action propres à chaque local à surveiller, les références des intervenants, toutes les données relatives aux utilisateurs ;

b) à utiliser un poste national de télésurveillance (PCN) adapté pour ne recevoir, des postes régionaux (PCR), que les messages à traiter et pour déclencher directement les diverses actions à mettre en oeuvre.

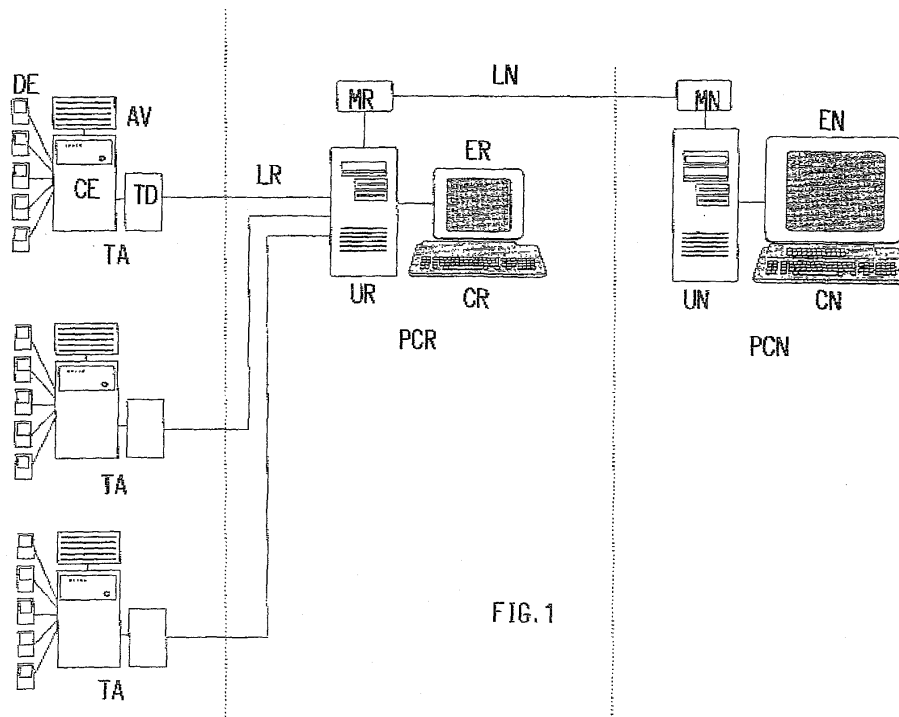


FIG. 1

## Description

**[0001]** L'invention concerne un procédé et un système de télésurveillance partagée d'un réseau de locaux divers répartis sur un territoire national donné au moyen :

a) de terminaux d'alarme disposés dans lesdits locaux et comprenant essentiellement, chacun, des détecteurs, notamment de présence et de fumée, une centrale électronique, un avertisseur, notamment sonore ou visuel, et un transmetteur digital destiné à composer le numéro de téléphone du centre de télésurveillance ;

b) de postes régionaux intermédiaires regroupant les terminaux appartenant à une région donnée et comprenant essentiellement une unité centrale associée à des organes de visualisation, de saisie et de commande, de télécommunications ;

c) d'un poste central national de télésurveillance comprenant essentiellement une unité centrale associée à des organes de visualisation et de saisie et de commande ;

la liaison de chaque terminal au poste régional auquel il est rattaché ainsi que la liaison de chaque poste régional au poste national s'effectuant via le réseau téléphonique national public.

**[0002]** Généralement, dans ce type de système

- les terminaux transmettent, chacun, au poste national, via le réseau téléphonique et le poste régional auquel ils sont rattachés, des codes défauts signalant le type d'anomalie détectée ;
- le poste national déclenche, à partir de l'analyse desdits codes défauts et de consignes pré-enregistrées propres à chaque local à surveiller, les diverses actions à mettre en oeuvre, notamment l'appel de brigades d'intervention ;
- le poste national reçoit et décode les messages protocolaires transmis via les postes régionaux, par les transmetteurs, pré-enregistre toutes les données relatives aux utilisateurs, notamment les caractéristiques de l'installation, gère les tests périodiques relatifs au bon fonctionnement de l'installation terminale et facture directement les utilisateurs.

**[0003]** La configuration en question présente les principaux inconvénients suivants ;

- les installateurs de terminaux d'alarme ne participent pas à la gestion de la télésurveillance et en conséquence aux profits qui en sont retirés puisqu'ils le confient à des prestataires possédant un système de télésurveillance national ;
- les utilisateurs n'ont pas le suivi qu'ils auraient avec des systèmes régionaux de préférence gérés par les installateurs eux mêmes, ni les mêmes garan-

ties.

Malheureusement, les installateurs locaux n'ont pas les moyens de gérer localement, voire régionalement, un réseau de télésurveillance, principalement à cause du personnel nécessaire, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

**[0004]** L'invention vise à réaliser un système pour la mise en oeuvre d'un procédé permettant la gestion régionale, par l'installateur lui même, d'un réseau de terminaux d'alarmes, qu'il aura lui même installé et ce, sans personnel régional affecté à la surveillance et avec un investissement matériel minimum.

Le procédé selon l'invention se caractérise en ce qu'il consiste

a) à effectuer, au niveau de chaque poste régional, autonome, ne nécessitant pas de personnel affecté à la surveillance :

- la réception et le décodage des messages protocolaires en provenance des transmetteurs ;
- la saisie et l'enregistrement des consignes d'action propres à chaque habitation à surveiller et des références des intervenants ;
- la saisie et l'enregistrement de toutes les données relatives aux utilisateurs, notamment les caractéristiques de l'installation et les références desdits utilisateurs ;
- la gestion des tests périodiques relatifs au bon fonctionnement de l'installation terminale ;

b) à effectuer, au niveau du poste national de télésurveillance :

- la réception des seuls messages à traiter en provenance des postes régionaux ;
- le déclenchement direct des diverses actions à mettre en oeuvre ;
- la lecture des diverses consignes et informations contenues dans chaque poste régional ;
- une surveillance des divers postes régionaux ;
- le transfert, dans les archives des postes régionaux, le compte rendu des actions mises en oeuvre.

**[0005]** Le système pour la mise en oeuvre dudit procédé se caractérise en ce qu'il comprend essentiellement :

- a) des terminaux d'alarme disposés dans les locaux ;
- b) des postes régionaux intermédiaires regroupant les terminaux appartenant à une région donnée ;
- c) un poste central national de télésurveillance situé dans ledit centre regroupant les postes régionaux appartenant à un territoire national donné.

**[0006]** Les caractéristiques et les avantages de l'in-

vention vont apparaître plus clairement à la lecture de la description détaillée qui suit d'un mode de réalisation préféré de celle-ci donné à titre d'exemple non limitatif et représenté au dessin annexé (figure unique) qui est un schéma de principe du système de télésurveillance selon l'invention.

**[0007]** Le système de télésurveillance représenté est destiné à gérer un réseau de locaux divers répartis sur un territoire national donné au moyen :

- a) de terminaux d'alarme (TA) disposés dans lesdits locaux et comprenant essentiellement, chacun, des détecteurs (DE), notamment de présence et de fumée, une centrale électronique (CE), un avertisseur (AV), notamment sonore ou visuel, et un transmetteur digital (TD) destiné à composer le numéro de téléphone du centre de télésurveillance ;
- b) de postes régionaux intermédiaires (PCR) regroupant les terminaux (TA) appartenant à une région donnée et comprenant essentiellement une unité centrale (UR) associée à des organes de visualisation (ER), de saisie et de commande (CR), de télécommunications (MR) ;
- c) d'un poste central national de télésurveillance (PCN) comprenant essentiellement une unité centrale (UN) associée à des organes de visualisation, (EN) et de saisie et de commande (CN).

**[0008]** La liaison (LR) de chaque terminal (TA) au poste régional (PCR) auquel il est rattaché ainsi que la liaison (LN) de chaque poste régional (PCR) au poste national (PCN) s'effectuent via le réseau téléphonique national public.

**[0009]** Le procédé de gestion dudit système consiste essentiellement :

- a) à effectuer, au niveau de chaque poste régional (PCR), autonome, ne nécessitant pas de personnel affecté à la surveillance :
  - la réception et le décodage des messages protocolaires en provenance des transmetteurs (TD) ;
  - la saisie et l'enregistrement des consignes d'action propres à chaque habitation à surveiller et des références des intervenants ;
  - la saisie et l'enregistrement de toutes les données relatives aux utilisateurs, notamment les caractéristiques de l'installation et les références desdits utilisateurs ;
  - la gestion des tests périodiques relatifs au bon fonctionnement de l'installation terminale ;
- b) à effectuer, au niveau du poste national de télésurveillance :

- le déclenchement direct des diverses actions à mettre en oeuvre ;
- la lecture des diverses consignes et informations contenues dans chaque poste régional (PCR) ;
- une surveillance des divers postes régionaux (PCR) ;
- le transfert, dans les archives des postes régionaux (PCR), le compte rendu des actions mises en oeuvre.

**[0010]** Concernant le système proprement dit :

- les unités centrales (UR) et (UN) peuvent être celles d'ordinateurs ;
- les organes de visualisation (ER) et (EN) et de saisies (CR) et (CN) peuvent être les écrans et les claviers associés aux unités centrales (UR) et (UN) desdits ordinateurs ;
- les organes de télécommunication (MR) et (MN) peuvent être des « modems ».

**[0011]** L'installateur a donc la maîtrise du raccordement des ses propres clients et c'est lui qui :

- saisit les contrats, les consignes et toutes les informations relatives au client ;
- gère les essais, la facturation, la consultation et l'édition des archives ;
- contrôle les interventions par la lecture des comptes rendus ;
- veille à la fiabilité des installations.

**[0012]** Il ne doit donc investir que dans l'achat du matériel.

**[0013]** Le centre national, outre la gestion des actions à lancer, assure la formation technique et commerciale du réseau. Il regroupe ainsi des professionnels de la sécurité. Il facture sa prestation aux installateurs régionaux pour une somme réduite.

**[0014]** Bien entendu, l'invention n'est pas limitée aux modes de réalisation décrits et représentés pour lesquels on pourra prévoir d'autres variantes, en particulier dans :

- le type, la constitution et le nombre de terminaux d'alarme connectés à Un poste régional ;
- le type, la composition et le nombre de postes régionaux connectés à un poste national de télésurveillance ;
- le type et la composition du poste national ;
- le type et le nombre de lignes de télécommunication mises en oeuvre.

## Revendications

1. Procédé de télésurveillance partagée d'un réseau

de locaux divers répartis sur un territoire national donné au moyen :

- a) de terminaux d'alarme (TA) disposés dans lesdits locaux et comprenant essentiellement, chacun, des détecteurs (DE), notamment de présence et de fumée, une centrale électronique (CE), un avertisseur (AV), notamment sonore ou visuel, et un transmetteur digital (TD) destiné à composer le numéro de téléphone du centre de télésurveillance ; 5
- b) de postes régionaux intermédiaires (PCR) regroupant les terminaux (TA) appartenant à une région donnée et comprenant essentiellement une unité centrale (UR) associée à des organes de visualisation (ER), de saisie et de commande (CR), de télécommunications (MR) ; 10
- c) d'un poste central national de télésurveillance (PCN) comprenant essentiellement une unité centrale (UN) associée à des organes de visualisation (EN) et de saisie et de commande (CN) ; 15

la liaison (LR) de chaque terminal (TA) au poste régional (PCR) auquel il est rattaché ainsi que la liaison (LN) de chaque poste régional (PCR) au poste national (PCN) s'effectuant via le réseau téléphonique national public ; 25

**caractérisé en ce qu'il consiste** 30

- a) à effectuer, au niveau de chaque poste régional (PCR), autonome, ne nécessitant pas de personnel affecté à la surveillance : 35
  - la réception et le décodage des messages protocolaires en provenance des transmetteurs (TD) ;
  - la saisie et l'enregistrement des consignes d'action propres à chaque habitation à surveiller et des références des intervenants ; 40
  - la saisie et l'enregistrement de toutes les données relatives aux utilisateurs, notamment les caractéristiques de l'installation et les références desdits utilisateurs ; 45
  - la gestion des tests périodiques relatifs au bon fonctionnement de l'installation terminale ;
- b) à effectuer, au niveau du poste national de télésurveillance ; 50
  - la réception des seuls messages à traiter en provenance des postes régionaux (PCR) ; 55
  - le déclenchement direct des diverses actions à mettre en oeuvre ;
  - la lecture des diverses consignes et infor-

mations contenues dans chaque poste régional (PCR) ;

- une surveillance des divers postes régionaux (PCR) ;
- le transfert, dans les archives des postes régionaux (PCR), le compte rendu des actions mises en oeuvre.

2. Système de télésurveillance partagée d'un réseau de locaux divers répartis sur un territoire national donné, pour la mise en oeuvre du procédé selon la revendication 1, **caractérisé en ce qu'il comporte :**

- a) des terminaux d'alarme (TA) disposés dans lesdits locaux et comprenant essentiellement, chacun, des détecteurs (DE), notamment de présence et de fumée, une centrale électronique (CE), un avertisseur (AV), notamment sonore ou visuel, et un transmetteur digital (TD) destiné à composer le numéro de téléphone du centre de télésurveillance ;
- b) des postes régionaux intermédiaires (PCR) regroupant les terminaux (TA) appartenant à une région donnée et comprenant essentiellement une unité centrale (UR) associée à des organes de visualisation (ER), de saisie et de commande (CR), de télécommunications (MR) ;
- c) un poste central national de télésurveillance (PCN) situé dans ledit centre regroupant les postes régionaux (PCR) appartenant à un territoire national donné et comprenant essentiellement une unité centrale (UN) associée à des organes de visualisation (EN), de saisie et de commande (CN) et de télécommunication (MN).

3. Système, selon la revendication 2, **caractérisé en ce que** les unités centrales (UR) et (UN) sont celles d'ordinateurs.

4. Système, selon la revendication 2, **caractérisé en ce que** les organes de visualisation (ER) et (EN) et de saisies (CR) et (CN) sont les écrans et les claviers associés aux unités centrales (UR) et (UN) des ordinateurs.

5. Système, selon la revendication 2, **caractérisé en ce que** les organes de télécommunication (MR) et (MN) sont des « modems ».

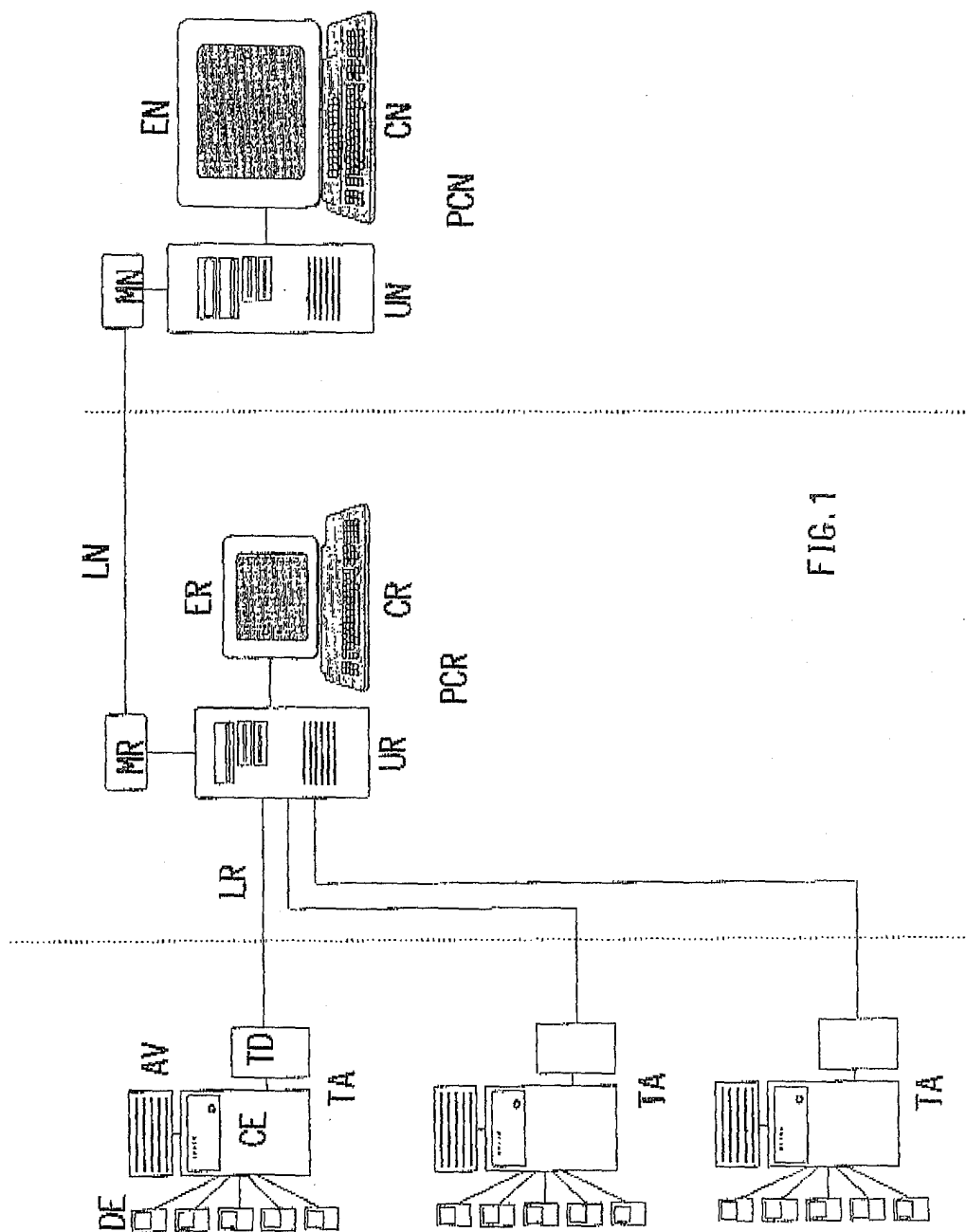


FIG. 1



Office européen  
des brevets

# RAPPORT DE RECHERCHE EUROPEENNE

Numéro de la demande  
EP 03 29 1243

DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS			
Catégorie	Citation du document avec indication, en cas de besoin, des parties pertinentes	Revendication concernée	CLASSEMENT DE LA DEMANDE (Int.Cl.7)
X	FR 2 661 023 A (LAMARQUE GUY) 18 octobre 1991 (1991-10-18) * page 9, ligne 28 - page 15, ligne 34; figures 1-3 *	1-5	G08B25/08 G08B25/00
A	US 6 226 357 B1 (PILDNER REINHART KARL) 1 mai 2001 (2001-05-01) * abrégé *	1-5	
A	US 5 131 019 A (SHEFFER ELIEZER A ET AL) 14 juillet 1992 (1992-07-14) * figure 4 *	1-5	
			DOMAINES TECHNIQUES RECHERCHES (Int.Cl.7)
			G08B
Le présent rapport a été établi pour toutes les revendications			
Lieu de la recherche LA HAYE		Date d'achèvement de la recherche 1 septembre 2003	Examineur Sgura, S
CATEGORIE DES DOCUMENTS CITES		T : théorie ou principe à la base de l'invention E : document de brevet antérieur, mais publié à la date de dépôt ou après cette date D : cité dans la demande L : cité pour d'autres raisons & : membre de la même famille, document correspondant	
X : particulièrement pertinent à lui seul Y : particulièrement pertinent en combinaison avec un autre document de la même catégorie A : arrière-plan technologique O : divulgation non-écrite P : document intercalaire			

EPO FORM 1503 03-82 (P04C02)

**ANNEXE AU RAPPORT DE RECHERCHE EUROPEENNE  
RELATIF A LA DEMANDE DE BREVET EUROPEEN NO.**

EP 03 29 1243

La présente annexe indique les membres de la famille de brevets relatifs aux documents brevets cités dans le rapport de recherche européenne visé ci-dessus.

Lesdits membres sont contenus au fichier informatique de l'Office européen des brevets à la date du

Les renseignements fournis sont donnés à titre indicatif et n'engagent pas la responsabilité de l'Office européen des brevets.

01-09-2003

Document brevet cité au rapport de recherche	Date de publication	Membre(s) de la famille de brevet(s)	Date de publication
FR 2661023 A	18-10-1991	FR 2661023 A1	18-10-1991
US 6226357 B1	01-05-2001	AU 745362 B2	21-03-2002
		AU 7747598 A	04-02-1999
		BR 9811288 A	29-08-2000
		CA 2243622 C	26-03-2002
		WO 9905846 A1	04-02-1999
		CN 1268273 T	27-09-2000
		EP 0998809 A1	10-05-2000
		JP 2001511625 T	14-08-2001
US 5131019 A	14-07-1992	AU 615514 B2	03-10-1991
		AU 2917489 A	05-07-1989
		CA 1319955 C	06-07-1993
		EP 0345337 A1	13-12-1989
		JP 2502681 T	23-08-1990
		NZ 227231 A	29-01-1991
		WO 8905553 A1	15-06-1989

EPO FORM P0460

Pour tout renseignement concernant cette annexe : voir Journal Officiel de l'Office européen des brevets, No.12/82